

Le retour du Canada dans les négociations climatiques internationales ?

PAR ANNIE CHALOUX

professeure adjointe à l'université de Sherbrooke (Canada)

Bonne participation, mais encore des efforts à faire pour les devoirs maison.

LA CONFÉRENCE de Paris sur le climat dite COP21, qui a eu lieu en décembre 2015, constitue un moment historique dans la lutte contre les changements climatiques à l'échelle mondiale : elle a permis d'accoucher du tout premier accord mondial et universel applicable à tous les pays. Pour le Canada, cela a aussi signifié un retour comme participant intéressé et facilitant dans les négociations, rôle largement évacué par le gouvernement conservateur de Stephen Harper (2006-2015). Beaucoup attendaient donc que le Canada passe de la parole aux actes. Avec l'élection de Donald Trump à la tête des États-Unis, la pression s'est accrue encore davantage sur le Canada, afin de maintenir le momentum et de s'assurer que le consensus mondial sur le climat survive à la position américaine désormais nébuleuse.

LE CANADA DE PARIS À MARRAKECH. La COP21 a permis d'observer un retour attendu et souhaité du Canada sur l'échiquier de la lutte mondiale contre les changements climatiques. L'élection, alors toute récente, du gouvernement de Justin Trudeau a signifié un changement de ton et d'attitude du Canada face aux négociations internationales sur les changements climatiques. Très rapidement, la nouvelle ministre de l'Environnement, Catherine McKenna, a joué un rôle exemplaire en promouvant des positions progressistes, notamment sur la question du genre, des autochtones et de la limitation des températures à 1,5 °C. Ses positions ont même poussé la présidence de la Conférence à nommer la ministre comme facilitatrice, témoignant de la confiance retrouvée envers le Canada, à un moment alors critique de cette importante négociation onusienne.

La route menant à la COP22 de Marrakech (novembre 2016) a montré que le Canada continuait de jouer un rôle constructif et actif dans ces négociations. Il a notamment ratifié l'accord de Paris, en octobre 2016, permettant à cet accord d'entrer en vigueur à la veille de l'ouverture de la COP de Marrakech.

Plusieurs groupes environnementaux et autochtones ont aussi souligné les progrès accomplis lors de la COP22 grâce aux négociateurs canadiens : politiques plus favorables au genre, renforcement des capacités liées aux questions de transparence, tant du point de vue du financement que de la surveillance, de la mesure et de la vérification des contributions des pays à la lutte contre les changements climatiques. C'est dans cette perspective que le Canada a annoncé une contribution additionnelle de 5 millions de dollars au profit des pays les



De la COP21 à la COP22, le Canada a joué un rôle constructif et actif dans les négociations internationales sur le changement climatique.

moins avancés pour le renforcement des moyens de transparence.

La COP22 a aussi été l'occasion, pour le Canada, d'annoncer son souhait d'adopter une cible de réduction de ses gaz à effet de serre (GES) de 80 % d'ici à 2050 par rapport aux niveaux de 2005, devenant l'un des premiers pays à le faire dans le cadre de ces négociations. Le retour du Canada comme acteur significatif sur la question du climat s'est donc

véritablement fait sentir lors de la COP22.

Si le Canada a joué un rôle très proactif depuis l'arrivée des libéraux, les experts s'attendaient pourtant à ce que le pays se dote de cibles de réduction de ses émissions de GES plus ambitieuses. Ce sentiment était renforcé par la volonté soulignée du nouveau Premier ministre, Justin Trudeau, d'élaborer un cadre de discussion pancanadien afin de revoir la

cible du Canada en termes de réduction de ses émissions de GES et de politique nationale sur les changements climatiques. Plusieurs observateurs souhaitaient que la cible avancée par le gouvernement conservateur de Stephen Harper soit le point de départ d'une cible plus ambitieuse, reflet des avancées observées dans le discours canadien lors des deux dernières Conférences des parties.

Cependant, ce n'est pas ce qui a été

“Un retour attendu et souhaité du Canada sur l'échiquier de la lutte mondiale contre les changements climatiques.”

observé. Les négociations menées avec les provinces n'ont pas permis d'aboutir à une redéfinition des négociations intergouvernementales canadiennes sur le climat ni de rehausser le niveau d'ambition des réductions des GES du Canada. Elles ont plutôt mis en lumière des visions divergentes entre les provinces et le gouvernement fédéral sur l'importance de la lutte contre les changements climatiques et ce, malgré l'initiative lancée par Ottawa d'imposer une tarification carbone aux provinces récalcitrantes à l'idée de mettre un prix sur le carbone. Malgré la volonté d'Ottawa de discuter et de négocier avec les provinces – qui ont les principales compétences constitutionnelles pour lutter contre les changements climatiques –, le gouvernement fédéral a im-

posé de manière unilatérale la manière dont les GES seraient régulés. La route sera donc longue afin d'établir des relations intergouvernementales harmonieuses et coopératives pour lutter contre les changements climatiques.

COHÉRENCE ENTRE L'INTERNATIONAL ET L'INTERNE. En plus des tensions avec les provinces, la question de la cohérence entre l'international et l'interne demeure le talon d'Achille du gouvernement canadien face à l'enjeu des changements climatiques, malgré les avancées significatives constatées depuis plus d'un an. L'écart entre les engagements du Canada pour le climat et ceux concernant les infrastructures énergétiques demeure le plus

éloquant. Alors que l'Agence internationale de l'énergie martèle, depuis plusieurs années, l'importance de laisser dans le sol plus de deux tiers des réserves d'hydrocarbures connues afin d'éviter une augmentation des températures de plus de 2 °C, le choix du Canada de continuer à se faire le défenseur des infrastructures carbonées pose un sérieux problème de cohérence. Les oléoducs d'Énergie-Est, de la ligne 9B d'Embridge, de Keystone XL ou encore celui de Kinder Morgan dans l'ouest du pays ne feront qu'accroître la production de pétrole, risquant de compromettre sérieusement l'atteinte des objectifs canadiens en matière de climat. De surcroît, cela empêche le pays d'amorcer un véritable virage vers une économie sobre en carbone, qui coûterait, à terme, beaucoup moins cher aux contribuables tout en permettant de joindre les actes à la parole et de redorer le blason canadien comme véritable acteur et leader de la lutte contre les changements climatiques.

Beaucoup reste encore à construire pour que le Canada devienne le premier de la classe dans la lutte contre les changements climatiques. Reste à voir s'il sera sensible au regard d'une communauté internationale toujours plus préoccupée par cette question et à ses propres citoyens qui seront aussi impactés – qui le sont même déjà – dans certains cas. •